

L'invité

# La normalisation désormais prioritaire sur les virus dans la sécurité de l'information

Ferdinand Kobel\*  
et Laurent Favre\*\*

Selon la huitième enquête annuelle globale sur la sécurité de l'information publiée récemment par la société d'audit et de conseil Ernst & Young, la normalisation est devenue le principal facteur de promotion de la sécurité de l'information, devant pour la première fois les virus. Le nombre de réglementations et les conséquences de ne pas s'y conformer ont en effet fait de la sécurité de l'information une priorité pour les comités de direction. Près des deux tiers des personnes interrogées (dans un échantillon représentant 1300 sociétés, agences gouvernementales et sociétés à but non lucratif, dans 55 pays) ont cité les normes telles que la 8e directive de l'UE, Sarbanes-Oxley, ou des normes équivalentes, comme la motivation principale pour développer la sécurité de l'information.

«Les entreprises doivent de plus en plus considérer la sécurité de leurs partenaires, de leurs fournisseurs et de leurs clients et non plus leurs seuls problèmes»

Malgré cela, les organisations ne tirent pas avantage des rares occasions d'investissement offertes par la normalisation pour promouvoir la sécurité de l'information comme partie intégrante de leur activité. Elle s'avère être davantage une distraction qu'un catalyseur pour l'alignement stratégique de la sécurité avec les autres priorités des entreprises. Avec toute l'attention reçue par la normalisation, on pourrait imaginer que le profil de la sécurité de l'information s'améliore dans les entreprises et qu'elle devient désormais une part intégrale de leurs initiatives stratégiques. Ce n'est hélas pas le cas. Au contraire, le fossé continue de s'agrandir entre les risques croissants entraînés par les changements rapides des affaires et les actions de sécurité entreprises pour faire face à ces risques. Le même scénario se produit dans toutes les entreprises, quels que soit leur taille ou leur emplacement géographique.

L'enquête indique en outre que les besoins commerciaux et l'abaissement du coût du sans fil amènent à une adoption large et rapide des technologies mobiles. Mais avec des appareils mobiles quittant désormais l'environnement contrôlé de l'entreprise, les données et la propriété intellectuelle qu'ils transportent deviennent la responsabilité des utilisateurs qui doivent les protéger – une responsabilité que beaucoup de



\*Partner Ernst & Young, responsable Technology & Security Risk Services (TSRS);



\*\*Ernst & Young, responsable TSRS Suisse romande

sociétés n'ont pas encore pleinement acceptée ou anticipée. Moins de la moitié des sociétés mettent en place des mesures de formation ou d'information des utilisateurs sur l'impact des technologies mobiles sur les problèmes de sécurité, et un nombre encore inférieur fournit une formation pour répondre aux incidents de sécurité.

Des technologies se développant rapidement, comme la téléphonie via Internet, les technologies de source libre et les serveurs virtuels, avec le potentiel d'accroître les avantages compétitifs des sociétés, deviendraient une préoccupation de sécurité significative pour moins de 20% des entreprises, malgré les me-

## De nombreuses sociétés ne sont pas assez vigilantes avec la gestion du risque de leurs fournisseurs

naces sérieuses qu'elles entraînent. Bien que les sociétés affirment considérer les technologies émergentes comme une préoccupation de sécurité croissante dans les douze mois à venir, plus de 25% d'entre elles ne prévoient aucune action pour faire face à ce problème dans cette période ou au-delà.

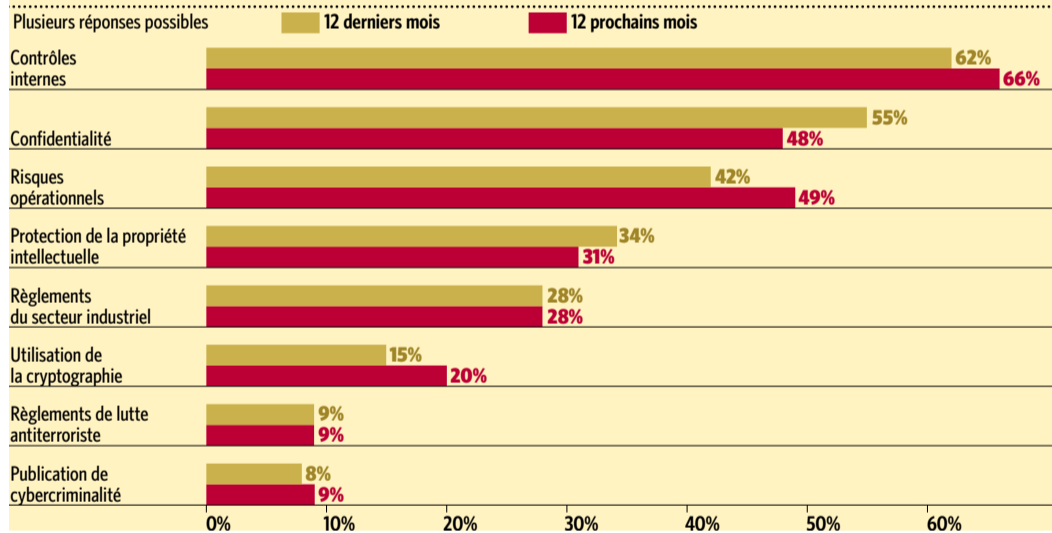
La sous-traitance reste également une menace pour la sécurité de l'information alors que de nombreuses sociétés ne sont toujours pas assez vigilantes avec la gestion du risque de leurs fournisseurs – le processus d'évaluer et de limiter les risques, y compris une bonne diligence et des vérifications régulières des pratiques et procédures concernant les produits et services des fournisseurs. L'étude révèle qu'un cinquième des person-

nes interrogées ne prennent aucune mesure pour gérer le problème de risque fournisseurs, et un tiers rapportent qu'elles ne disposent que de procédures informelles à ce sujet.

Il n'est plus suffisant pour les sociétés de ne prendre en compte que leurs propres problèmes et menaces de sécurité. Alors que le monde devient de plus en plus petit et que de plus en plus de données sont échangées entre les entreprises, ces dernières doivent considérer la sécurité de leurs partenaires, de leurs fournisseurs et de leurs clients. Sinon, la valeur créée par ces échanges pourrait rapidement diminuer ou disparaître à cause de brèches (perçues ou réelles) de sécurité, de confidentialité ou d'identité. Les sociétés devraient également songer à afficher leur propre engagement à la sécurité de l'information en se conformant à des normes reconnues ou en devenant certifiées.

Enfin, bien que la sécurité de l'information soit devenu un sujet crucial dans les comités de direction et parmi les cadres, ceux-ci continuent de concentrer les activités de sécurité à un niveau opérationnel et tactique, au détriment du niveau stratégique. Avec une exécution et un positionnement adéquats dans l'organisation, la sécurité de l'information peut contribuer de manière importante aux initiatives stratégiques et à la gestion du risque global de l'entreprise. Les sociétés qui positionnent la sécurité de cette manière impliquent régulièrement les responsables commerciaux, de l'informatique et de la sécurité pour identifier les domaines spécifiques où la sécurité de l'information peut contribuer à des initiatives stratégiques, comme les fusions-acquisitions et la sous-traitance d'opérations commerciales. Ces sociétés appliquent des normes de sécurité reconnues, des pratiques de pointe et les ressources appropriées.

### Facteurs d'impact sur la sécurité informatique



Analyse

# Pourquoi le capitaine de Serono louvoie



Par Willy Boder

La mariée Serono est-elle vraiment si belle qu'elle le prétend? Moins d'une semaine après la confirmation de la mission de Goldman Sachs «d'examiner de nouvelles options stratégiques», il est permis d'en douter.

Plusieurs prétendants potentiels à l'acquisition de la société genevoise, troisième entreprise de biotechnologie du monde, font la moue. Simples gesticulations visant à faire baisser le prix d'achat de Serono qui devrait tourner autour de 15 milliards de francs? Ou profond désintérêt pour une entreprise parvenue à son apogée, donc trop proche du déclin? Difficile à trancher à ce stade des spéculations sur le nom du futur acheteur ou associé stratégique.

L'avenir de Serono se joue sur un étrange terrain. Les choses ne se passent pas selon les règles régissant les fusions dans le milieu de l'industrie pharmaceutique. Premièrement, il est très rare de faire appel à une banque d'investissements pour trouver le partenaire idéal.

La sous-traitance se pratique dans l'industrie sœur de la chimie lorsqu'il s'agit de vendre un portefeuille de produits, mais cette méthode est jugée superflue dans l'industrie pharmaceutique. Les rencontres entre dirigeants, générées par les nombreuses conférences scientifiques sur les médicaments de demain, sont très fréquentes. Inutile de passer par un tiers pour faire savoir qu'on est à vendre.

Ernesto Bertarelli est atypique dans le cercle des patrons d'entreprises pharmaceutiques. Sportif d'élite et héritier de la troisième génération Bertarelli, il est davantage porté sur la motivation économique de son équipe que sur les échanges scientifiques internationaux. Les impulsions de ce type provien-

ent de son indispensable bras droit, Jacques Theurillat. Le réseau du patron de Serono était-il trop faible pour enclencher la procédure débouchant sur l'examen rapide, par le futur partenaire, du «pipeline» (les médicaments de demain), de la solidité des brevets, et de l'assise économique de la société?

## Désintéressé plus ou moins poli de deux prétendants potentiels: Amgen et Biogen-Idec

Le deuxième élément troublant repose sur les déclarations des acheteurs potentiels. Habituellement, une chape de silence recouvre la branche dès l'annonce d'une «mise sur le marché» d'une entreprise. Or, deux des quatre sociétés pouvant entrer en lice ont déjà fait savoir qu'elles n'étaient pas intéressées. Amgen, numéro un mondial en biotechnologie, a réagi au quart

de tour, et Biogen-Idec, principal concurrent de Serono sur le marché des médicaments contre la sclérose en plaques, a jugé un rapprochement peu intéressant. Jim Mullen, patron de Biogen-Idec a même tenu des propos dénigrants, fait rare dans la branche.

Ernesto Bertarelli semble pressé de trouver une porte de sortie. La famille détient, par une double participation, 62% des actions, et 75% des droits de vote de Serono. Le contrôle se fait via «Bertarelli & Cie», qu'il est prévu de partager en deux entités, dont Bertarelli Biotech S.A. Cette séparation juridique facilitera la cession éventuelle de Serono.

Novartis, qui désire monter en puissance dans le domaine de la biotechnologie en complétant les activités de Chiron, ou Pfizer sous contrat avec Serono pour la commercialisation de Rebif, contre la sclérose en plaques, aux Etats-Unis, entreront-ils en négociation avec l'entreprise genevoise? Si c'est le cas, les discussions seront vives. Serono traîne quelques bou-

lets, dont certains sont encore peu visibles. Une entreprise pharmaceutique correspond à la valeur des médicaments qu'elle vendra dans cinq ou dix ans. C'est le point faible de Serono. Malgré une trentaine de partenariats, elle a manqué une grande partie du virage de la diversification. Ses espoirs en oncologie ont été déçus et elle n'a pas su tirer profit de l'expertise scientifique acquise en France par le rachat de Genset en 2002. Une partie de cette unité, qui doit être transférée à Genève, est paralysée par un conflit interne. L'exercice 2005 bouclera sur un déficit à cause des amendes et des indemnités consécutives à des pratiques commerciales douteuses qui ont entaché la réputation de l'entreprise outre-Atlantique. De plus, les concurrents, Novartis et Biogen-Idec, deviennent menaçants sur le marché de la sclérose en plaques. Est-ce le dernier moment de vendre Serono à un bon prix ou est-ce déjà trop tard? Le capitaine Ernesto Bertarelli, qui louvoie vers la bouée d'arrivée, la saura bientôt.

Périscope

### Levée de boucliers contre la taxe sur les billets d'avion

Les professionnels du transport aérien veulent toujours pas de cette mesure destinée à lever des fonds pour financer la lutte contre le sida dans les pays pauvres. La rumeur selon laquelle cette taxe pourrait atteindre 40 euros par billet a encore attisé leur hostilité. Selon *La Tribune* de ce lundi, le gouvernement français tente de calmer le jeu, en disant qu'aucune décision n'a été arrêtée. Pour l'heure, la France, la Grande-Bretagne et le Chili sont les seuls partisans de cette taxe de solidarité. Paris a annoncé son introduction pour janvier.

### La Chine sera vieille avant d'être riche

Le vieillissement de la population n'est pas un phénomène limité aux pays industrialisés. Dans une interview au *Monde*, le démographe Jean-Claude Che-nais explique que l'Empire du Milieu est entré dans la course au vieillissement dans les années 70 en cassant sa courbe de fécondité de manière autoritaire. Dans vingt ans, il n'y aura plus assez de jeunes pour soutenir les personnes âgées. Selon lui, la sécurité sociale concerne une infime partie de la population qui travaille dans les secteurs privilégiés.

### Les pays pétroliers détrônent l'Asie émergente

Les dragons et tigres asiatiques ne comptabilisent plus les plus importants excédents commerciaux avec les Etats-Unis. C'était le cas grâce aux exportations massives soutenues par les bas coûts de la main-d'œuvre et par des monnaies sous-évaluées. Ils ont été détrônés par les pays pétroliers qui ont amassé des réserves colossales grâce aux prix du brut qui ont triplé en deux ans. *The Economist* reprend les chiffres publiés par le Fonds monétaire international selon lequel les exportateurs de l'or noir ont dégagé un surplus de 400 milliards de dollars en 2005, soit quatre fois de plus qu'en 2002.

### Coton amer

La récolte de coton, actuellement en cours aux Etats-Unis, sera la seconde plus importante de l'histoire. Par conséquent, le prix recule au grand dam des pays producteurs africains. Contrairement aux producteurs américains et européens, ils ne touchent pas de subvention. Washington et Bruxelles leur accordent un total de 3,9 milliards de dollars par année. Le recul de prix renforce la revendication des quatre pays africains qui menacent de faire échouer les négociations du Cycle de Doha s'ils n'obtiennent pas l'abolition des subventions à la production cotonnière. Les Etats-Unis prennent cette menace au sérieux et ont promis une aide de 7 millions de dollars aux pays mécontents.

### Vingt bougies pour «La Tribune»

Du 14 au 25 novembre, le quotidien économique et financier français marque son 20e anniversaire avec dix éditions spéciales en retraçant les événements majeurs de ces dernières années: fin du communisme, la naissance de l'euro, l'émergence de nouvelles puissances économiques... Puis du 19 au 24 novembre, il consacre dix éditions aux enjeux des 20 ans à venir: les métiers de demain, les nouveaux équilibres internationaux, les énergies nouvelles. Bon anniversaire! **Ram Etwareea**